Document generated on 10/11/2024 10:35 p.m.

Sociologie et sociétés

Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux? Beyond a Society of Work and Social Movements?

Alain TOURAINE

Volume 23, Number 2, Fall 1991

La sociologie du travail : un nouveau rôle? Un nouvel objet?

URI: https://id.erudit.org/iderudit/001802ar
DOI: https://doi.org/10.7202/001802ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)
1492-1375 (digital)

Explore this journal

Cite this article

TOURAINE, A. (1991). Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux? *Sociologie et sociétés*, *23*(2), 27–41. https://doi.org/10.7202/001802ar

Article abstract

This paper sets out to review social movements in a dialectical mode, viewed both on the level of their conceptual centra lity in sociological analysis and on that of their capacity to articulate social change, as it has been the case in industrial societies. The author first reviews the three main manifestations of the contemporary weakening of traditional social movements and even of the possibility of basing sociological analysis on the notion of social movements. He then elaborates the counter-thesis, developed from a different reading of the same historical and sociological material, which brings him to consider the reconstruction, in another mode, of social movements, as corollaries of a possible reconstruction of sociological analysis.

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Sociologie et sociétés, vol. XXIII, n° 2, automne 1991, p. 27-41

Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux?

ALAIN TOURAINE

La sociologie du travail fut, pendant trois décennies, un élément central de la pensée sociale. Parler de mouvement social, c'était se référer au mouvement ouvrier; analyser la vie politique consistait d'abord à comprendre comment les partis politiques représentent les demandes des diverses catégories socio-professionnelles; étudier le développement n'était guère différent de découvrir les voies et les formes de l'industrialisation. Même ceux qui attiraient l'attention sur la consommation et les loisirs se plaçaient à l'intérieur d'une société transformée par son travail et l'augmentation de sa productivité. La sociologie du travail fut peut-être la dernière expression de la philosophie moderne des Lumières, de la conviction que c'est la maîtrise croissante de la nature qui commande non seulement l'élévation du niveau de vie, mais aussi la liberté politique et la justice sociale.

Les pensées d'inspiration marxiste renforcèrent fortement cette tendance en montrant que le succès de la rationalisation suppose l'intervention des travailleurs et de leurs organisations pour surmonter les résistances des intérêts individuels et imposer un mode de production rationnel à la logique irrationnelle du profit. Il fallait supprimer les rapports de production capitalistes pour libérer les forces productives. Vision grandiose et qu'il serait absurde de mépriser sous le prétexte que le socialisme s'est le plus souvent transformé en dictature d'un parti ou d'une nomenklatura, car il est trop aisé de montrer que la logique ne trouve pas son compte dans ce genre d'affirmation trop hâtive. Mais vision qui semble s'écrouler de toutes parts et si rapidement que nous vivons déjà aujourd'hui dans une culture intellectuelle tout à fait opposée.

Plus souvent qu'un éloge du progrès, on entend dire aujourd'hui que la croissance a atteint ses limites et doit être remplacée par la recherche de nouveaux équilibres. Une telle idée correspond à des sentiments profonds qui doivent être compris, mais, née au sommet de la croissance d'après-guerre, elle a mal résisté à une période de crise pendant laquelle la croissance zéro a signifié surtout le chômage, tandis qu'apparaissaient de nouveaux concurrents économiques et que déferlaient de nouvelles technologies, surtout dans la filière électronique. Contre ceux qui parlent trop vite de fin de la société du travail et de la production, on pourrait au contraire revendiquer avec raison la nécessité de redonner la priorité à l'activité productive sur les manœuvres financières. Mais cette importance

évidente de la néo-industrialisation et de la concurrence économique internationale ne doit pas, à son tour, conduire à un conservatisme intellectuel aveugle. L'avenir d'un pays est, certes, largement commandé par sa capacité de garder ou d'élargir sa place sur les marchés internationaux, mais cela ne signifie nullement que sa société doive être définie comme industrielle.

De la même manière, pendant des siècles, c'est par la guerre que se sont constitués les pays européens, et pourtant leurs sociétés étaient avant tout rurales et seigneuriales ou, dans une moindre mesure, marchande. L'idée que la nature de la société et le devenir du pays sont les deux faces de la même monnaie n'a été vraie que dans des conditions historiques limitées. Aujourd'hui, les entreprises et l'ensemble des éléments qui concourent à l'efficacité du système de production ne sont plus la trame de la société mais l'armée économique qui garde les frontières et parfois conquiert de nouvelles zones d'influence, tandis qu'à l'«arrière», la société fonctionne selon une logique qui n'est plus celle de la société industrielle. C'est cette dissociation de l'économie et de la société, de la stratégie politique et des acteurs socio-culturels qui place la sociologie devant des problèmes nouveaux. C'est elle aussi qui permet d'aller d'emblée au-delà de la fausse opposition entre une société industrielle de croissance et une société post-moderne. C'est aller trop vite que de renoncer à toute vision de la société en tant qu'elle est commandée par ses formes de travail et de production, mais il est nécessaire d'abandonner le plus vite possible une vision historiciste de la société définie par l'association étroite qu'elle affirme entre le progrès de la production ou la croissance de la productivité et les transformations de l'organisation sociale et de l'action politique.

Nous ne sentirions pas si fortement l'importance et l'urgence de cette mutation intellectuelle si nous ne vivions pas une époque de ruptures. Les régimes politiques qui s'étaient construits sur une vision historiciste, socialiste, nationaliste ou autre s'écroulent. Le mot de planification évoque plus souvent le chaos bureaucratique que la croissance et semble être partout vaincu par la réussite de l'économie de marché. Comment la pensée sociale ne s'interrogerait-elle pas sur la nécessité de s'adapter à de tels renversements?

La question qui se pose dans l'ensemble des pays qui ont été largement influencés par des pensées socialistes, communistes, anti-impérialistes est de savoir si l'idée d'un conflit social central, que j'identifierai ici à la reconnaissance des mouvements sociaux, peut survivre à ce qui nous apparaît aujourd'hui comme le déclin irrémédiable d'une pensée historiciste, c'est-à-dire qui définit l'acteur social par la position qu'il occupe dans un progrès auquel s'opposent des forces de conservatisme ou de réaction. Là est l'essentiel : le concept de mouvement social ainsi défini n'est assurément pas séparable d'une représentation de la vie sociale à la fois comme un ensemble d'orientations culturelles, à travers lesquelles la société se produit elle-même, et comme l'ensemble des aspects et effets d'un conflit social central. On le voit : la notion de mouvement social désigne ici beaucoup moins un type particulier de phénomènes qu'une représentation globale de la vie sociale, représentation qui s'oppose aussi bien à l'image libérale d'une société comparée à un marché qu'à l'identification de la société à un pouvoir central ou à un ensemble de mécanismes implacables de maintien de l'ordre établi.

On peut naturellement rejeter au départ cette représentation de la vie sociale, mais on ne peut pas faire qu'elle n'ait pas exercé une très large influence, en particulier au cours du présent siècle qui a été largement dominé au niveau planétaire par la conjonction de partis marxistes avec des mouvements de libération sociale et surtout nationale. Notre pensée est dominée par l'écroulement des régimes communistes ou nationalistes qui se sont présentés comme les représentants ou les héritiers de ces mouvements sociaux et nationaux anti-capitalistes et anti-impérialistes. Cet écroulement atteint de manière accélérée presque toutes les parties du monde, l'Europe centrale et orientale au premier chef, mais aussi, au-delà même de l'Union soviétique, la Chine, bien que celle-ci reste soumise à un régime répressif, et aussi la plus grande partie de l'Amérique latine, sans parler d'autres régions et en particulier du monde islamique où les partis révolutionnaires d'inspiration marxiste, si puissants

naguère en Syrie, en Égypte, en Turquie et même en Iran, ont été détruits ou fortement affaiblis. Dans beaucoup de pays, en particulier en Europe occidentale, on a vu en quelques années disparaître les références au marxisme. Ne sommes-nous pas frappés de constater que l'écroulement des régimes communistes et nationalistes n'apparaît pas comme la victoire d'un camp sur un autre, mais comme celle de la réalité sur l'artifice, de la vie sociale elle-même sur les langages autoritaires qui ont prétendu non seulement la régenter mais encore la définir? Et la crise de ces volontarismes politiques, de ces États modernisateurs nationalistes et autoritaires ne doit-elle pas entraîner intellectuellement la crise ou l'élimination de tout un ensemble de notions, parmi lesquelles celles de classe sociale, de mode de production, et aussi de mouvement social entendu, comme je l'ai indiqué en commençant, comme l'acteur d'un conflit social central à travers lequel les grandes orientations d'une culture sont transformées en forme d'organisation sociale, politique et économique?

Cette question ne doit être ni rejetée ni écartée par des réponses trop pressées. Il faut au contraire suivre attentivement les formes principales de décomposition de cette représentation historiciste de la vie sociale avant d'être en mesure de décider si rien ne doit survivre à la fin de cette pensée de l'histoire ou si, au contraire, le concept de mouvement social peut en être dégagé et peut même se trouver renforcé en même temps que transformé par la crise de l'historicisme.

I. L'INTÉGRATION TRIOMPHANTE

1. La forme la plus visible de crise de la notion de mouvement social est le remplacement d'une image bipolaire de la société par celle d'un système maintenu et renforcé par des mécanismes d'intégration auxquels correspondent naturellement des mécanismes de marginalisation ou d'exclusion.

Au niveau le plus directement observable, beaucoup d'observateurs ont indiqué depuis longtemps que l'organisation du travail qui avait reposé sur un conflit direct entre la logique des managers et celle des travailleurs défendant leur autonomie individuelle et collective est remplacée par celle d'un système dans lequel circulent les informations, de sorte que le travail apparaît de plus en plus comme une position occupée dans un système de communication et non plus comme un principe d'autonomie et de subjectivité. Le monde des employés n'est pas de même nature que celui des ouvriers, surtout des ouvriers qualifiés de l'époque classique de l'industrie, dont le métier était un principe fondamental d'autonomie et qui se trouvaient placés en position de conflit direct avec les cadres et la direction de l'entreprise par toutes les formes de salaire au rendement, comme la pensée et l'action de Taylor lui-même l'ont indiqué très nettement.

Dans l'ordre de la consommation, la transformation est plus visible encore. Nos sociétés sont de moins en moins des pyramides, et il n'est même plus question de parler de culture ouvrière ou prolétarienne, comme pouvait encore le faire Maurice Halbwachs de manière non marxiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Nous vivons effectivement, dans les pays industrialisés, dans des sociétés dominées par une immense classe moyenne assez faiblement différenciée mais encadrée en haut par le monde des riches ou des très riches qui ne se définit pas par un rôle professionnel mais par une position sur un marché, et, de l'autre côté, en bas, par le monde des exclus temporaires ou permanents, chômeurs, malades ou handicapés, personnes âgées seules, minorités ethniques ou autres, etc.

Plus largement, comment ne pas voir que le concept, d'origine américaine, de minorité a largement remplacé, dans bien des parties du monde, le concept, d'origine européenne, de classe sociale? En France, par exemple, pays où le langage d'inspiration marxiste a été largement répandu, l'attention se concentre non sur des catégories socio-économiques défavorisées, mais sur le rejet dont sont l'objet des minorités ethniques, une partie des travailleurs immigrés, de la part d'une fraction assez large de la population. Et il est remarquable que dans ce pays, les tentatives pour constituer un mouvement d'immigrés réclamant leur «droit

à la différence» aient été très rapidement écartées au profit de campagnes antiracistes visant à favoriser l'intégration des nouveaux venus dans la nation plutôt que l'affirmation de leurs différences et de leurs conflits avec des catégories sociales ou culturelles plus favorisées. De manière très descriptive, on observe dans beaucoup de pays, et en particulier en France un recul massif de l'auto-identification des travailleurs manuels à la classe ouvrière. On retrouve ici une évolution intervenue beaucoup plus tôt aux États-Unis.

Il faut surtout souligner que cette vision de la société comme un corps social ou comme une société de masse se retrouve, avec des connotations très différentes, aussi bien dans des pensées conservatrices que chez des penseurs radicaux. La définition même du gauchisme n'est-elle pas de s'être opposée aussi bien aux thèmes sociaux-démocrates qu'aux thèmes communistes, et pour cela d'avoir avant tout nié la capacité d'action collective des masses exploitées? Ce qui aboutit naturellement à écarter la notion de mouvement social et même celle de classe.

La forme de gauchisme qui a eu la plus grande importance est la théorie castriste et guévariste du *foco* et de la lutte des guérillas, qui repose sur l'idée qu'un pays, défini par sa dépendance à un impérialisme étranger, ne peut pas former une action de masse, ne peut même pas se constituer un parti d'avant-garde, et doit donc recourir à l'action de guérillas mobiles qui pourront un jour abattre un pouvoir pourri, se transformer alors en parti de type léniniste et entraîner une mobilisation des masses. Cet hyper-léninisme aboutit de manière tragique à une rupture complète avec les mouvements de masse et à des aventures comme celles de Guevara en Bolivie. Bien entendu, la pensée gauchiste aboutit à appuyer des régimes politiques entièrement tournés vers la recherche de l'intégration et le rejet des minorités déviantes et à l'intérieur desquelles il n'est pas question de reconnaître l'existence de conflits de classes et, plus largement, de mouvements sociaux.

Sous une forme moins politique et limitée à une représentation idéologique, la pensée, qu'on a parfois qualifiée de structuro-marxiste, a représenté la société comme un langage de domination et a dévoilé les mécanismes par lesquels le système impose ses intérêts à ses membres et empêche la formation de conflits. La référence à ceux-ci devient alors purement artificielle, puisque les acteurs sont par nature soumis et qu'on ne peut faire appel qu'à la révolte de marginaux, comme le firent Marcuse puis, une génération plus tard, Foucault. Dans le monde occidental, y compris l'Amérique latine, c'est ce thème de l'intégration qui a porté les coups les plus durs à celui des luttes sociales et des mouvements sociaux. Tout se passe comme si le XIXe siècle avait cru à la possibilité pour les opprimés de se libérer, tandis que le XXe siècle, qu'il soit favorable à la formation de régimes totalitaires ou autoritaires ou qu'il y soit opposé, est surtout impressionné par la faiblesse des acteurs particuliers face au pouvoir de domination et de manipulation aussi bien de la culture de masse que du pouvoir absolu. Il semble que nous pensions aujourd'hui plus facilement en termes de contradiction que de conflits, d'exclusion que de domination, de minorité que de mouvements sociaux.

II. L'ÉCLATEMENT LIBÉRAL

1. L'image classique des mouvements sociaux telle que l'a développée la pensée européenne à partir du XIXe siècle est liée à l'image de la vie sociale comme société de travail et de production. Nous n'avons pas encore, au moins dans cette partie du monde, pris conscience de la transformation fondamentale de nos catégories d'analyse qu'implique le passage d'une société de production à une société de consommation. Avant tout, le travailleur se définit par la place qu'il occupe dans la division du travail et des rapports sociaux de production. Le consommateur peut assurément être défini, comme on vient de le rappeler, par son niveau, son degré de participation à ce que les uns appellent des valeurs et les autres des systèmes de contrôle social, mais cette image est en réalité presque dérisoire et ne peut d'aucune manière expliquer le fonctionnement réel de la société de consommation. Celle-ci fait appel à des demandes qui sont aussi des besoins, et ceux-ci ne se réduisent pas à une

recherche de statut, comme l'ont dit des critiques et des commentateurs trop superficiels. Ces besoins sont centrés sur l'individu lui-même, sur son désir de s'affirmer, de plaire, d'élargir son expérience dans le temps et dans l'espace, d'assurer sa santé et l'éducation de ses enfants, etc. Le monde de la consommation fait intervenir dans la vie sociale des demandes qui sont loin d'être toutes sociales, qui sont parfois même anti-sociales, dans la mesure où l'érotisation d'un grand nombre d'objets de consommation nous renvoie vers des analyses freudiennes. L'identité du consommateur ne se définit donc plus entièrement par des relations sociales.

Par conséquent, les demandes ou les revendications du consommateur ne s'organisent plus autour d'un principe central, alors qu'on pouvait encore penser, au début de ce siècle, que les revendications des travailleurs trouvaient des expressions particulières dans le domaine du logement, de l'éducation et de la culture autant que dans l'ordre politique et directement syndical. Pourquoi le malade, le parent d'élève, le touriste, le téléspectateur et l'acheteur d'automobile auraient-ils les mêmes intérêts et devraient-ils se situer dans le même camp par rapport aux mêmes adversaires?

2. Face aux travailleurs, c'était l'entreprise, de l'atelier à l'ensemble du système capitaliste de production, qui était l'adversaire tout désigné des mouvements populaires. Or, partout, on assiste à une transformation, spectaculaire par sa rapidité et sa profondeur, de notre image de l'entreprise. Si dans certains pays comme les États-Unis les grands chefs d'entreprise étaient depuis longtemps des héros de l'imagerie populaire, il n'en allait pas de même en Europe et dans bien d'autres régions du monde, parce que l'entreprise était définie avant tout comme un acteur social dont les intérêts étaient censés être en opposition avec ceux des travailleurs. Or, aujourd'hui, dans de très nombreux pays, l'entreprise a cessé d'être un acteur social pour devenir un acteur proprement économique défini par sa position sur un marché national et surtout international, et non plus dans un ensemble de rapports sociaux de production. L'entreprise n'est plus la cellule de base d'une société qui a cessé d'être une société industrielle; les entreprises modernes sont le corps de bataille qui protège aux frontières la société contre l'invasion étrangère et qui assurent à leur pays une position forte sur le marché international. Ici encore, nos représentations ont de la peine à s'adapter à des transformations aussi fondamentales. On entend encore de tous côtés présenter l'entreprise comme le lieu où doivent s'investir les travailleurs et, en particulier, les managers, alors que le fait principal est la dissociation entre le monde de l'entreprise, le monde professionnel en général et le monde de la culture. Le succès de l'entreprise ne tient plus à son éthique, protestante ou autre, mais à sa capacité d'élaborer une stratégie et de mobiliser des ressources d'abord financières, ensuite techniques et humaines.

Il se crée ainsi une distance immense entre ces deux acteurs de la société industrielle, si proches l'un de l'autre qu'ils étaient presque entièrement définis par leurs relations et leurs conflits, le travailleur et l'entreprise. Le travailleur s'est transformé en consommateur, et ce qui était une organisation au sens sociologique du terme est redevenu vraiment une entreprise, définie par sa position sur le marché des capitaux et celui des biens et des services.

3. La tradition héritée du XIXe siècle a défini la démocratie avant tout comme représentative; or, ne peut-on pas dire qu'en cette fin de XXe siècle, la notion de démocratie représentative est presque partout en pleine crise tandis que reprend de l'importance l'idée non pas de démocratie participative, qui évoque de manière négative les régimes, révolutionnaires ou populistes, mais plutôt la conception plus modeste d'une démocratie définie surtout par des règles institutionnelles qui, si elles n'assurent pas positivement la participation de tous au pouvoir, du moins les garantissent contre l'appropriation illégitime du pouvoir par un homme, un appareil dirigeant ou une catégorie sociale privilégiée? C'est que le problème principal qui se pose à la démocratie n'est plus celui de sa lutte contre des classes dirigeantes et contre l'opposition d'une élite toute-puissante et d'une masse réduite à la dépendance, mais plutôt sa lutte contre les totalitarismes d'un type ou d'un autre qui ont si brutalement dominé le XXe siècle. Le XIXe siècle fut traversé par un grand courant de montée vers le pouvoir. La fin du XXe siècle est préoccupée surtout d'établir des limites

à un pouvoir qui tend si souvent à devenir absolu et à parler au nom de la société qu'il dévore. C'est assurément Hanna Arendt qui a été la grande initiatrice de ce renversement de nos idées sur la démocratie, de cette affirmation que les problèmes de l'ordre et de la liberté politiques sont plus fondamentaux que les problèmes sociaux et ne sont en tout cas d'aucune manière dominés par eux. Cette conception non-sociale, non-représentative, de la démocratie, qui a été si fortement affirmée aussi par Isaiah Berlin et Karl Popper, mais aussi, dans un esprit très différent, par Claude Lefort, ne fait plus de la politique l'enjeu de conflits qui seraient, en dernière analyse, des conflits du travail, et par conséquent, d'un coup, le vaste domaine de l'analyse politique se sépare de l'étude des conflits et des mouvements sociaux.

Faut-il qualifier de libérale cette nouvelle pensée? Le terme me semble adéquat, car l'essentiel de la pensée libérale ne réside pas dans une affirmation positive ou dans la définition d'un objectif central, mais au contraire dans le refus de tout principe central d'analyse et d'action, principe qui, disent les libéraux, se transforme inéluctablement en pouvoir central et surtout en pouvoir idéologique plus encore que politique, et surtout qu'économique et qui constitue, de ce fait, un obstacle insurmontable au respect et au développement des libertés.

Même si on ne se satisfait pas de cette vision critique, comment ne pas voir que nous sommes entrés, probablement pour une longue période, dans ce qu'on peut appeler un climat libéral, alors que pendant si longtemps et dans la très grande majorité des pays du monde, nous vivions dans un climat social-démocrate ou socialiste, c'est-à-dire avec l'idée que l'intervention du pouvoir central, appuyé sur une participation politique croissante des masses populaires, renforçait les libertés et les faisait pénétrer dans le domaine du travail. Aujourd'hui, l'intervention de l'État sous toutes ses formes est mise en cause, non seulement dans les pays autrefois dits socialistes et qui se débarrassent de cette appellation comme un malade cherche à se débarrasser d'une maladie infectieuse, mais encore dans les pays démocratiques où le *Welfare state*, qui fut la principale création politique du dernier siècle en Occident, se voit lui-même accusé soit d'impuissance, soit même de maintien ou de renforcement des inégalités sociales. Et comment ne pas reconnaître, au-delà de nos positions personnelles, que le thème des mouvements sociaux — tel que je l'ai défini en commençant, faut-il le rappeler encore — a été, qu'on le veuille ou non, étroitement associé à celui de la nécessaire intervention croissante de l'État? Comme si la justification dernière de mouvements sociaux qui, à leur origine, peuvent être violents était, en fin de compte, le progrès de programmes de sécurité sociale qui dépendent toujours de l'État et qui limitent de manière efficace les inégalités et les risques qui atteignent plus dramatiquement les plus faibles et les plus pauvres. L'intérêt pour les mouvements sociaux n'aurait pas été aussi grand s'il n'avait pas été toujours associé à un souci de réforme. Inversement, même les partisans des formes les plus modérées d'*industrial democracy*, tels les Fabians anglais ou les théoriciens allemands de la République de Weimar ou même les défenseurs encore plus modérés de la *Sozialmarktwirtschaft*, ont toujours gardé à l'esprit que derrière ces politiques, si modérées soient-elles, se profilait la figure du mouvement ouvrier et de ses organisations de classe.

4. Comment ne pas conclure que dans ce monde devenu libéral, l'idée même de mouvement social perd son sens du simple fait qu'il n'y a pas de mouvement social pensable sans la reconnaissance de rapports sociaux de production occupant une place centrale et déterminant les choix et les relations politiques?

III. L'ÉTAT DESTRUCTEUR DES MOUVEMENTS SOCIAUX

1. On a très souvent observé que l'idée de mouvement social correspond mieux aux pays de développement proprement capitaliste qu'aux autres. Cette observation est d'une importance centrale. Elle rappelle en effet que les mouvements sociaux opposent les acteurs de la société civile les uns aux autres et que leur existence suppose donc que cette société civile non seulement soit indépendante de l'État, mais encore, ce qui va beaucoup plus loin,

que les processus de modernisation sont subordonnés à ceux de fonctionnement d'une société en elle-même moderne et même, pour aller vers la formulation la plus extrême et la plus simple, que la modernisation est endogène. N'est-ce pas là la définition même du rationalisme occidental pour qui la modernisation n'est rien d'autre que le triomphe, de plus en plus affirmé, de la raison sur la tradition, de la pensée instrumentale sur la croyance religieuse, de l'*achievement* sur l'*ascription*? C'est seulement dans la mesure où l'effort de modernisation n'est rien d'autre que le fonctionnement de la modernité que se trouve créé un espace suffisant pour les mouvements sociaux. Partout, au contraire, où le développement n'est pas endogène mais exogène, partout où la modernisation doit être imposée, où l'accumulation primitive, pour recourir au langage de Marx, est clairement dissociée de l'accumulation capitaliste proprement dite, en un mot partout où l'entrée dans la modernisation se fait par la guerre, la conquête et l'expropriation de larges catégories sociales, régionales ou nationales, l'État et les relations de domination, d'alliance ou de protection qu'il tisse autour de lui-même se substituent à l'espace civil qui est celui des mouvements sociaux.

2. Or, si le XIXe siècle fut celui du développement des centres de l'économie capitaliste, celui de l'économie victorienne avant tout, le XXe siècle n'a-t-il pas été celui de l'entrée dans la modernisation de pays non modernes, à la fois parce qu'ils avaient maintenu des formes d'organisation sociale, religieuse ou économique qui s'opposaient à la formation d'acteurs endogènes de la modernisation et aussi parce que la colonisation avait maintenu ou même rétabli des structures de commandement et de contrôle qui assuraient plutôt la subordination de la société locale dans l'ordre colonial que la capacité d'auto-modernisation de la société coloniale? Si le personnage central du XIXe siècle fut la bourgeoisie, le personnage central du XXe siècle fut l'État, révolutionnaire, nationaliste, socialiste ou même communautaire. Et par conséquent, au moment même où l'enrichissement des pays centraux et l'action même du mouvement ouvrier sous toutes ses formes entraînaient une rapide institutionnalisation des conflits du travail et donc un déclin normal des mouvements sociaux qui avaient accompagné la première industrialisation, dans le reste du monde, c'est l'État qui se substituait aux mouvements sociaux et le plus souvent les considérait comme ses ennemis principaux. Ce n'est pas un hasard si la plus importante des révolutions du XXe siècle, la révolution soviétique, fut conduite par les bolcheviks qui, jusqu'à la veille même de la révolution, étaient tout à fait minoritaires dans le syndicalisme russe en plein développement, et si les premières victimes du nouveau pouvoir soviétique furent choisies par lui dans ce qu'on nommait l'opposition ouvrière. Le syndicalisme est resté dans les régimes communistes la partie du système politique la plus étroitement subordonnée au pouvoir central. Ce qui indique bien l'extraordinaire nouveauté du mouvement d'abord syndical et tout autant démocratique et national que fut Solidarité en Pologne à partir de 1980.

Comment les mouvements sociaux n'auraient-ils pas sombré face au développement tentaculaire de l'État totalitaire? Et, au moment où ce pouvoir totalitaire s'écroule ou est remis en cause, comment serait-ce au nom des mouvements sociaux que se dresserait l'opposition, alors que c'est évidemment l'idée de démocratie qui constitue le seul antidote direct et efficace au pouvoir totalitaire?

3. Il est trop tôt peut-être pour proposer déjà des analyses sur ce qui se passe dans les sociétés post-communistes et sur ce qui se passera dans les sociétés post-nationalistes. Mais nous en savons déjà assez pour savoir que le propre de ces régimes n'est pas d'avoir enfermé ou écrasé les mouvements sociaux et, plus généralement, les acteurs sociaux, mais de les avoir pervertis et même détruits ou dissous. Le jour où les barrières se lèvent, les chevaux ne s'élancent pas sur la piste, car ils ont été enfermés trop longtemps. L'air leur a manqué, beaucoup sont morts, et les autres n'ont plus la force de courir ou ont peur des coups qu'ils étaient habitués à recevoir.

Il est vrai que lorsque s'écroulent les régimes totalitaires, des hommes, des groupes, des organisations qui ont souvent lutté pendant longtemps et au prix des plus grands sacrifices

semblent prêts à occuper la place des pouvoirs écroulés, mais le témoignage de ces individus et de ces groupes nous engage à analyser avec prudence la capacité qu'ont les nouveaux régimes de liberté de produire de nouveaux acteurs et de nouveaux mouvements sociaux. Dans la plupart des cas, ce qui commande est la volonté de se débarrasser complètement de l'ancien système et, par conséquent, d'adopter une position clairement libérale donnant la priorité à la liberté politique et à l'économie de marché, considérées l'une et l'autre avant tout comme les seuls moyens efficaces d'éliminer la nomenklatura et le totalitarisme.

Dans d'autres cas, ce qui domine est le chaos; la décomposition de l'ancien système ne se transforme pas automatiquement en construction d'un système nouveau; dans d'autres cas, enfin, et surtout lorsque la crise économique ou politique est profonde, les acteurs qui se forment sont plus défensifs qu'offensifs, plus populistes et nationalistes que capables de redéfinir et de gérer des rapports sociaux et surtout des rapports sociaux de production, devenus dérisoirement irrationnels.

Ce n'est pas faire preuve d'un pessimisme excessif, c'est, au contraire, être simplement réaliste et en accord avec les déclarations des témoins les plus incontestables que de reconnaître l'extraordinaire difficulté de renaissance et de recréation d'acteurs sociaux dans des régimes dont l'essence même fut de détruire ces acteurs et de laisser l'État, sa bureaucratie et sa police les dévorer, les pervertir ou les réduire en esclavage. En écrivant ces lignes, je n'entends d'aucune manière renoncer à l'espoir de la recréation d'acteurs et de mouvements sociaux, ce qui serait en contradiction avec les espoirs de tant de participants aux luttes de libération qui soulèvent une grande partie du monde. Mais on ne peut pas accepter l'image superficielle qui fait de la renaissance des mouvements sociaux un phénomène quasi mécanique. La même conclusion vaut d'ailleurs pour l'étude des conditions du retour à l'économie de marché. Ni en Union soviétique, ni en Pologne, pour prendre deux exemples particulièrement clairs, on n'assiste à l'éclosion d'une nouvelle génération d'entrepreneurs. Sur les ruines d'une économie administrée, on voit plus facilement s'installer le désordre, le marché noir et la spéculation que l'effort d'investissement et la reconstitution d'un système de prix, c'est-à-dire d'allocation rationnelle des ressources par le marché.

Comment ne pas conclure que l'image grandiose d'une société qui serait le résultat des conflits et des négociations entre des mouvements sociaux à la fois adversaires les uns des autres et partenaires de la mise en œuvre sociale des mêmes orientations culturelles et acteurs de la même société civile est aujourd'hui atteinte, la plupart diront même détruite? D'un côté, l'explosion libérale a supprimé tout principe central de régulation de la vie sociale; de l'autre, les systèmes totalitaires ou post-totalitaires ont détruit la pluralité des acteurs et refusé de reconnaître toute autonomie aux négociations et aux conflits sociaux comme aux débats politiques. De sorte qu'entre ces deux extrêmes, l'idée de mouvement social s'enfonce dans la grisaille et dans l'oubli, proche en cela des formules diverses de la social-démocratie ou de la démocratie industrielle qui oublient de plus en plus leurs origines combattantes et se transforment en corporatismes, c'est-à-dire en intégration des mouvements sociaux dans l'appareil réducteur de l'État.

IV. RETOUR DES MOUVEMENTS SOCIAUX?

1. La société civile, définie comme l'espace social de la production de la vie sociale par le travail et la création de valeurs culturelles, peut-elle se reconstituer sur les fronts où nous venons de décrire sa destruction? Peut-elle se libérer du contrôle de l'État et, de l'autre côté, peut-elle se reconstruire au-delà de la diversité croissante des demandes sur le marché? Cette question ne concerne pas seulement ceux qui s'efforcent de défendre une analyse en termes de mouvements sociaux. On peut penser que la question qui vient d'être posée est celle de l'existence même de la sociologie.

En effet, le déclin si visible de la pensée sociologique s'explique par l'invasion de son domaine par deux démarches intellectuelles bien différentes de la sienne. La réponse au fait totalitaire, on ne le répétera jamais assez, n'est ni théoriquement ni pratiquement

une réponse sociale; c'est une réponse politique qui s'organise autour d'une réflexion sur la notion de démocratie. D'un côté, donc, le champ de la sociologie est envahi par la philosophie politique qui fait un retour intellectuel remarquable. De l'autre côté, la situation est plus complexe du fait que, nous l'avons vu, les critiques contre la notion de mouvement social viennent de deux points apparemment très éloignés l'un de l'autre mais dont les attaques sont en fait coordonnées et complémentaires. D'un côté, une pensée proprement libérale tend à réduire l'analyse sociologique à l'analyse économique, c'est-à-dire à des choix rationnels — ce qui ne veut pas dire transparents — sur le marché; de l'autre, ceux qui voient dans la société un appareil organisé d'autocontrôle réduisent les conduites sociales à ce qu'on a appelé des effets du système, donc à de la fausse conscience. Séparation totale et brutale entre le sens et la conscience qui fait disparaître non seulement l'idée de mouvement social, mais celle d'acteur social et, plus généralement, l'ensemble du champ de la sociologie tel qu'il avait été défini en particulier par Weber.

En termes plus simples, qu'on croie à l'existence de logiques implacables des systèmes ou qu'on cherche la manière de se libérer de ces logiques, ce n'est pas en termes sociaux que l'on conduit son analyse et que l'on mène son action, c'est soit en termes de règles institutionnelles, soit en termes de revendications proprement individualistes. L'espace social tend à disparaître ou à se fragmenter et les plus pessimistes sont convaincus que l'espace public, la *Öffentlichkeit* elle-même, se dissout sous les coups de la société et de la politique de masse et surtout de la culture de masse dont les mass-media ne sont que l'aspect le plus visible et les centres de pouvoir les plus organisés.

Il serait excessif de prétendre qu'on ne peut sauver l'analyse sociologique qu'en reconstruisant une pensée des mouvements sociaux. Beaucoup peuvent souhaiter s'arrêter à mi-chemin et ne pas accepter la proposition la plus exigeante et la plus centrale d'une sociologie des mouvements sociaux, à savoir que nous devons toujours penser en termes de systèmes sociétaux organisés autour d'un conflit central. On peut admettre des positions plus prudentes et des efforts plus limités de reconstruction de l'analyse de processus sociopolitiques. Mais en réalité, demain comme hier, c'est probablement la pensée la plus radicale, celle qui n'a pas peur d'introduire l'hypothèse la plus exigeante, celle d'un principe d'intégration et de centration des conflits sociaux, qui a les chances de jouer le rôle principal dans la reconstruction d'une analyse sociologique qui, si un tel réveil ne se produit pas, risque fort de se décomposer complètement en s'intégrant en partie à l'analyse économique et en partie à la philosophie politique.

2. Considérons donc successivement les trois fronts sur lesquels l'analyse sociologique est attaquée, pour examiner si se marquent des signes de reconstruction d'une analyse en termes de mouvements sociaux dans chacune de ces directions.

La conjoncture historique dans laquelle nous écrivons nous oblige à donner la priorité au thème de l'État totalitaire ou, plus exactement, aux conséquences de la chute des États volontaristes modernisateurs et autoritaires. Il ne faudrait pas que les remarques prudentes et critiques que nous avons faites nous fassent perdre de vue la nature des bouleversements que nous observons. Beaucoup plus concrètement, le fait le plus visible dans les sociétés post-communistes n'est-il pas le rappel du modèle démocratique occidental? Et ces pays qui veulent si ardemment entrer dans la démocratie ne sont-ils pas capables de retrouver les sources de la démocratie représentative, même si existe le danger aujourd'hui d'une rupture plus ou moins brutale entre un libéralisme économique extrême et un populisme nationaliste plus ou moins agressif? Le propre du processus de transformation politique de ces pays n'est-il pas que la démocratisation, c'est-à-dire la reconstruction des formes institutionnelles de la liberté politique, est la condition première de la renaissance d'acteurs sociaux et de débats entre eux, débats qui porteront d'abord sur la manière d'échapper à cette rupture de toute manière négative entre un libéralisme économique extrême et un populisme incapable de prendre en charge la reconstruction économique du pays?

Ce jeu de forces que nous avons si souvent considéré comme une forme de décomposition du processus démocratique, lorsque nous l'observions dans des pays occidentaux,

n'est-il pas aussi, dans des pays qui ne viennent pas de la démocratie mais du totalitarisme, une étape dans la reconstruction d'un jeu démocratique qui ne peut se développer complètement que s'il combine et oppose des forces qui se sentent à la fois responsables de la vie économique du pays, de son existence nationale et de la défense d'intérêts sociaux spécifiques? Observons au moins que le cadre institutionnel de la démocratie s'est reconstitué sans difficultés majeures en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Pologne et en Allemagne de l'Est, qu'il s'est partiellement reconstitué en Union soviétique et même en Bulgarie et que la Roumanie est pour l'instant le seul pays de cette région où il n'est pas encore possible de parler de rétablissement d'un régime démocratique. Quelles que soient ses limites, la différenciation fonctionnelle des acteurs sociaux progresse: les intellectuels et les gestionnaires sont libérés de la logique administrative et idéologique de l'État, des syndicats se reconstituent, des entreprises se créent, la vie culturelle s'enrichit admirablement. Est-ce anticiper beaucoup sur la réalité observable que d'annoncer déjà que la vie politique et sociale de ces pays s'organise autour du choix à la fois politique et social entre la dissociation entre libéralisme économique et politique, d'un côté, et la reconstruction d'acteurs économico-sociaux, de l'autre, ce qui n'est pas encore l'annonce de mouvements sociaux mais déjà du passage d'une démocratie purement institutionnelle à la formation de choix permettant de rendre cette démocratie représentative.

Ce qui est déjà visible dans l'Europe centrale post-communiste tend à le devenir dans d'autres parties du monde. Dans les nouvelles démocraties d'Amérique latine, la situation est certes confuse. Du moins est-il clair pour tous que la conjoncture présente, qui exacerbe les demandes de type populiste à l'égard de l'État, rend en même temps absolument impossible une politique populiste. Si cette contradiction n'est pas reconnue, on sombre vite dans le développement de demandes sociales auxquelles aucune réponse ne peut être apportée et donc dans l'hyper-inflation. Mais si cette image est celle qui semble s'imposer d'abord au regard, elle est bien loin de correspondre à la réalité.

On peut dire au contraire que les principaux pays d'Amérique latine sont déjà largement engagés dans la recherche, chaotique, parce qu'extrêmement difficile, mais tenace, de diverses formes de combinaisons entre une politique d'ouverture économique vers l'extérieur et de lutte contre une dualisation sociale intérieure de plus en plus menaçante. Dans divers pays, on appelle social-démocrate cette orientation. Mais en réalité, ce terme peut être appliqué à des situations aussi différentes que celles du Mexique, de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Costa Rica, pour ne mentionner que les cas les plus clairs. Ce qui veut dire que l'évolution actuelle de l'Amérique latine est dominée par la formation d'acteurs sociaux opposés et complémentaires, exportateurs d'un côté, masses urbaines de l'autre, qui peuvent certes se faire la guerre civile, comme ils le firent si constamment en Argentine au point de conduire ce pays à sa perte, mais qui s'efforcent aussi, de manière souvent aussi excessive, de ne pas choisir entre des solutions unilatérales, toutes aussi catastrophiques les unes que les autres. Les sociologues ne peuvent pas se satisfaire des images si agressivement superficielles qui réduisent l'histoire de l'Amérique latine ou d'autres parties du monde à un tumulte irrationnel. Le moindre effort d'observation permet de voir au contraire à l'œuvre un processus difficile et qui, certes, est constamment menacé d'échec, processus de formation de nouveaux acteurs sociaux, de mouvements sociaux même, et par conséquent processus politique ayant un certain caractère de représentation.

3. Il est beaucoup plus facile de répondre à ceux qui ne voient dans les sociétés industrialisées démocratiques que des systèmes d'intégration éliminant toute possibilité de formation d'acteurs sociaux. D'abord, parce que cette image, qui a eu tant de succès dans les années 1970, a été largement battue en brèche par la vision néo-libérale qui a déjà été évoquée et que nous considérerons à nouveau dans un instant. N'était-il pas paradoxal, en effet, de présenter comme des sociétés d'autocontrôle, de transmission des héritages et de reproduction des inégalités et des privilèges des sociétés en transformation accélérée et dont les systèmes économique, social et politique sont assurément plus flexibles et plus ouverts que tous les autres? N'y a-t-il pas beaucoup d'irresponsabilité à dire avec Marcuse que les sociétés

de tolérance pure exercent sur elles-mêmes un contrôle aussi extrême que les sociétés étatiques totalitaires?

Mais ces réponses sont insuffisantes car elles ne s'adressent qu'aux formes les plus excessives, les plus exagérément critiques de ces théories de l'intégration sociale. Il est plus important de faire remarquer à ceux qui insistent sur la fin de la bipolarité sociale et sur l'intégration croissante d'une société de masse que cette intégration est beaucoup plus limitée qu'ils ne le disent. Nos sociétés sont en réalité engagées avec d'autres dans une course au changement et, comme dans tout peloton de coureurs, plus la concurrence devient rude et plus les obstacles à surmonter sont difficiles, plus la colonne des coureurs s'étire.

Nos sociétés, que l'on présente si souvent comme pathologiquement intégrées, sont aujourd'hui des sociétés où s'accroît l'inégalité sociale. On s'aperçoit aujourd'hui que l'égalité des chances elle-même a fait beaucoup moins de progrès que prévu, que la plupart des professions conquises par les femmes sont des professions en chute et que les centres de décision restent massivement masculins, que les effets égalisateurs de l'école, même quand elle est gratuite et laïque, sont faibles ou nuls, que la redistribution du revenu effectuée par les systèmes de sécurité sociale est beaucoup plus faible qu'on ne pouvait l'espérer et souvent même disparaît complètement. Le thème de l'inégalité redevient ainsi la base d'une analyse en termes non seulement de distance sociale mais de conflits sociaux. À condition, cependant, de limiter cette observation au domaine précis auquel elle s'applique, à savoir la gestion du changement, ce qui marque clairement la distance entre une telle analyse et celles d'autrefois qui portaient plus globalement sur l'ensemble de la structure sociale et, en particulier, du système de production.

4. Ce qui conduit au dernier front des débats et à l'interrogation la plus centrale sur la renaissance possible ou improbable des mouvements sociaux. Notre société de consommation est-elle une société d'individus jetant leurs demandes sur un marché qui, malgré ses rigidités et ses déviations, s'efforce d'y répondre, ou est-elle encore et toujours une société de production au cœur de laquelle se trouvent des rapports sociaux de production? C'est cette seconde réponse qu'il faut adopter, et de la manière la plus nette possible.

Il y a longtemps déjà que Toffler a apporté une réponse importante à ces interrogations en créant un mot qui fit fortune, celui de *prosumer*, prosommateur. Il voulait dire par là que le système de production dans lequel nous sommes déjà largement entrés fait de nous non pas des consommateurs de biens mais, en tant que consommateurs mêmes, des opérateurs du système. Chacun d'entre nous comprend facilement que le malade n'est pas seulement un consommateur de l'hôpital, que l'élève ou l'étudiant n'est pas un simple consommateur d'éducation et même, faut-il ajouter, que le téléspectateur n'est pas seulement un consommateur d'émissions de télévision, même si une certaine logique tend à le réduire souvent à ce rôle. Pour prendre l'exemple le plus dramatiquement visible, le malade est placé dans un système hospitalier de soins auquel il apporte et oppose à la fois sa volonté d'autonomie, de liberté et d'identité, en même temps qu'il accepte et qu'il valorise positivement la logique technique des soins.

Nous avons beaucoup trop tardé, sociologues et autres observateurs, mais aussi politiques et syndicalistes, à reconnaître l'extrême importance, pour l'opinion publique des pays déjà post-industriels, des tensions, conflits et compromis entre la logique des soins et la logique du malade. Des esprits superficiels opposent les médecines douces à la médecine scientifique qualifiée de dure. Réaction tout à fait analogue à celle du *luddisme* au tout début de la révolution industrielle. Mais, de même que le mouvement ouvrier ne s'est constitué qu'à partir du moment où l'industrie a été acceptée, ce qui a permis de mettre en cause des rapports de propriété ou de contrôle social, de même, c'est au moment où les fonctions positives de la science appliquée à la médecine sont reconnues qu'apparaît un conflit proprement social entre des logiques administratives, technicistes ou corporatives, d'un côté, et la référence prioritaire au malade, de l'autre. Ce qui crée un nouveau champ politique qui n'a, en général, pas encore trouvé d'expression originale mais qui est déjà extrêmement présent soit dans l'opinion publique, comme en témoignent tant d'émissions de télévision

suivies avec passion et, d'autre part, dans certains pays, le développement extrême de conflits de type juridique entre malades, hôpitaux et médecins.

Nous sommes encore moins avancés dans le domaine d'autres industries culturelles comme l'école ou l'université, d'un côté, et les mass-media, de l'autre, mais bien des études sociologiques ont déjà montré à quel point il fallait remplacer le thème mou de la socialisation par celui, beaucoup plus riche et plus près des observations, de la distance croissante entre la fonction socialisatrice et formatrice de l'école et de l'université et l'univers psychologique et culturel des élèves ou étudiants. Cette dissociation, qui fut si dramatiquement exprimée dans les mouvements étudiants des années 1960, semble avoir été oubliée, alors même qu'elle n'a cessé de se renforcer et de créer un univers de malentendus et de crises psychologiques auxquels les enseignants sont massivement sensibles. On peut reconnaître qu'il est plus difficile de trouver dans le domaine des mass-media des formulations claires des conflits d'orientations et d'intérêts qui se manifestent du fait que le public est dispersé et a de très faibles moyens de peser sur les centres de formation des programmes.

Mais dans ces trois cas, comment ne pas reconnaître la concurrence et le conflit entre deux logiques dont l'une est en effet, comme l'ont dit tant de théoriciens critiques, celle du renforcement du système, de la maximisation de la production de biens de valeur générale, comme l'argent, le pouvoir ou l'information, tandis que, de l'autre côté, on voit apparaître une référence croissante dans ces industries culturelles à l'effort de chaque individu pour construire ou défendre son individualité même. Appelons sujet cet effort de l'individu pour se construire comme individu et non pas comme subordonné à une logique d'ordre, quelle que soit la définition de cet ordre. Nous savons trop bien que cet appel à l'individu peut s'autodétruire si l'individu se définit sans aucun contenu ou peut au contraire nourrir un nouveau populisme, voire de nouvelles formes d'intégrisme culturel, national ou autre. Mais déjà, dans les sociétés post-industrielles, c'est-à-dire celles où les industries culturelles ont conquis un rôle prédominant, l'opinion publique est structurée par le débat entre ce qu'on peut appeler une logique du marché, qui est aussi une logique du pouvoir et de l'accumulation, et une logique de la liberté individuelle, qui ne se réduit pas à l'affirmation d'un narcissisme autodestructeur ou, au contraire, au retour à des racines culturelles ou ethniques dans lesquelles l'individu s'abolirait au profit d'un retour des religions et des théocraties.

5. Ces mouvements sociaux, qui se développent dans les industries culturelles, peuvent s'allier avec des politiques de lutte contre l'exclusion et pour l'égalité qui ont déjà été évoquées, mais ils sont de nature différente, ce qui montre à quel point action politique et mouvement social continuent à être séparés. Un mouvement social ne parle pas au nom de la collectivité, de son intégration ou de sa capacité de changement, il parle au nom soit d'une catégorie dirigeante, soit de catégories dirigées, c'est-à-dire dans tous les cas de catégories définies par des rapports de domination ou de pouvoir et qui, toutes, se présentent en même temps comme les représentants et les défenseurs de valeurs culturelles reconnues par tous.

Ceux qui dirigent les grandes industries culturelles parlent au nom de l'individualisme, parce qu'ils mettent la science au service des soins médicaux, de l'éducation ou de l'information; ils parlent aussi et tout autant de créativité, de libération et de liberté de choix, en même temps qu'ils construisent des systèmes de santé, d'éducation et d'information qui visent à maximiser le «rendement», c'est-à-dire à développer le plus possible la quantité d'informations médicales, pédagogiques ou générales en circulation. Dans l'autre camp, on parle aussi d'individualisme, de liberté et de mouvement, mais d'une manière à la fois plus défensive et plus «utopique», car ce n'est pas au nom de l'individu seulement qu'on parle, mais au nom de sa capacité et de sa volonté de défendre son individualité, d'être un sujet.

L'essentiel ici est de souligner que ces nouveaux mouvements sociaux se séparent des mouvements plus anciens, mieux connus, non pas par leur nature, mais avant tout par la rupture qu'ils établissent entre la sphère de la société devenue de plus en plus morale et la sphère de l'État et donc de l'action proprement politique. Le mouvement ouvrier, dans

son aspect central, c'est-à-dire syndical, ne fut jamais séparé d'une action politique et surtout d'une vision de l'histoire que représente bien le mot «socialisme». L'action syndicale, en réalité, fut presque constamment subordonnée à l'action politique, parce que, nous l'avons dit, la classe ouvrière était définie non pas comme une subjectivité, mais comme l'agent de réalisation d'une nécessité historique. C'est ce mélange de subjectivité et d'objectivité, d'action volontaire et de nécessité historique qui disparaît. Du même coup, le mouvement social se libère de la tutelle du parti politique. Ce qui n'a pas que des avantages, car les partis politiques et la relation à l'État unissaient des mouvements qui avaient chacun leur spécificité et qui tendaient à défendre aussi des intérêts particuliers limités.

Aujourd'hui, l'intégration des différents mouvements ne s'opère plus par le truchement de la relation à l'État; il faut qu'elle s'opère directement, ce qui est beaucoup plus difficile et laisse une grande place au risque d'émiettement. Mais comment ne pas voir aussi que c'est ainsi que s'affirment l'autonomie et même la prépondérance de la société civile et qu'il existe de manière déjà très visible une communauté d'orientation entre différents mouvements. Il faudrait, en particulier, souligner ici le rôle majoritaire des femmes dans la plupart de ces nouveaux mouvements qui se situent dans des professions fortement féminisées, pour des raisons de type traditionnel, puisqu'il s'agit de services aux personnes traditionnellement assurés par des femmes et qui continuent à l'être lorsqu'ils entrent dans la sphère des activités marchandes. Mais cette raison de type traditionnel n'empêche pas que ces mouvements sociaux se situant dans le domaine des services aux personnes mettent en cause bien des principes qui ont été et sont encore au centre des mouvements féminins, des mouvements de libération des femmes les plus radicaux, ceux qui se refusent à séparer ou à opposer égalité des chances et reconnaissance de la spécificité bioculturelle de l'expérience féminine.

Il faut ajouter qu'entre le domaine des mouvements sociaux et celui de l'action politique centralisée, celle qui est dirigée directement vers l'État, tend à se développer très rapidement un niveau intermédiaire entre le système social et le système politique et qu'il faut appeler celui de l'opinion public ou de la *Öffentlichkeit*. Il ne s'agit pas ici seulement du domaine de la télévision ou de la grande presse; il s'agit beaucoup plus d'organismes d'influence et même parfois de décision qui sont différents des organismes politiques et, en particulier, des parlements et des pouvoirs locaux élus. C'est à ce niveau, qui est celui de l'expression prépolitique des mouvements sociaux et des débats qu'ils entraînent, qu'intervient en réalité le thème du consensus ou de la communication. Ce thème ne veut rien dire d'autre que la reconnaissance directe, par les parties en présence, de la communauté de leurs orientations culturelles et donc de l'existence d'enjeux culturels reconnus par toutes les parties. Pour ne prendre qu'un exemple, mais le plus important, il s'est constitué dans beaucoup de pays des comités d'éthique biomédicale qui ne cherchent pas à établir des compromis entre demandeur et offreur de soins ou d'interventions médicales, mais à dégager les orientations communes, les principes éthiques fondamentaux à l'intérieur desquels les relations entre les parties en présence doivent accepter et acceptent de se situer.

Cette transformation des rapports entre mouvements sociaux et action politique est si profonde qu'elle en empêche beaucoup de reconnaître l'existence de nouveaux mouvements sociaux, car ceux-ci, pour reprendre l'expression de Ch. Tilly, n'ont pas le même «répertoire» que les mouvements anciens. Pour ceux-ci, l'essentiel était toujours de prendre le pouvoir et les images de violence étaient considérées comme les plus symboliques: la prise de la Bastille ou du Palais d'Hiver, les grandes manifestations de masse souvent dispersées violemment par la police, les occupations d'usine et le thème de la grève générale. Les nouveaux mouvements sociaux, au contraire, apparaissent aussi pacifiques et tournés vers la prise de conscience que les autres étaient violents et tournés vers la prise du pouvoir. En un mot, les anciens mouvements sociaux étaient liés à l'idée de révolution, les nouveaux le sont à l'idée de démocratie et, en retour, cette idée ne peut plus être définie seulement par des règles institutionnelles; on ne peut pas dire démocratique un régime qui n'est pas orienté vers la reconnaissance des droits du sujet personnel, que nous appelons à nouveau, comme au XVIIIe siècle, les droits de l'homme, qui ne sont plus, cette fois-ci, les droits,

toujours associés aux devoirs, du citoyen, mais bien des droits de l'individu d'abord contre le pouvoir politique devenu envahissant.

De telles analyses doivent, naturellement, écarter d'abord le risque d'erreur le plus commun. Ce n'est pas parce que des revendications ont pris forme récemment qu'elles constituent de nouveaux mouvements sociaux. Il existe des courants d'opinion ou des campagnes contestataires qui ne relèvent pas du noyau central des nouveaux mouvements sociaux tel qu'il a été défini. En particulier, après les années 1960 et les grands mouvements étudiants qui les ont animées, on a vu se développer, dans de nombreux pays occidentaux, des mouvements d'inspiration gauchiste, régionalistes, anti-nucléaires, parfois féministes aussi, et dont il n'est nullement évident qu'ils constituaient des mouvements sociaux. Parfois, il s'agissait de formes radicalisées très politiques et idéologiques d'anciens mouvements sociaux en voie d'extinction. Ce fut le cas, en particulier, des terrorismes de type italien ou même allemand, qui recoururent à la violence physique pour réveiller une classe ouvrière en qui ils continuaient de voir l'acteur révolutionnaire par excellence mais qui avait été trompée, manipulée, endormie et qu'il fallait donc ramener brutalement à la conscience de ses intérêts véritables. Les terroristes regardaient vers une classe ouvrière qui avait, depuis longtemps, disparu sous la forme qu'ils lui prêtaient, probablement comme les anarchistes qui se laissèrent entraîner dans une vague d'attentats, à la fin du XIXe siècle, regardaient vers un monde aux confins de l'artisanat et de l'industrie qui, à cette époque-là, avait déjà été largement supprimé par la grande industrialisation et la production de masse.

Les années 1970 dans beaucoup de pays furent occupées par des mouvements intermédiaires à travers lesquels s'exprimaient de nouvelles demandes, en effet plus culturelles qu'économiques, et qui s'exprimaient dans le vocabulaire des anciens mouvements sociaux. L'exemple le plus clair est celui des mouvements étudiants eux-mêmes. J'ai analysé moi-même le mouvement français de Mai 1968 en ces termes, montrant l'opposition entre les nouveaux contenus contestataires et le langage trotskyste ou maoïste qui imposait à ces nouvelles demandes des formes d'expression empruntées à l'avant-révolution russe. C'est là une contradiction très analogue à celle que représenta, au milieu du siècle dernier, l'esprit «quarante-huitard» ou même la Commune de Paris, dont Marx montra admirablement qu'elle subordonna les contenus nouveaux, c'est-à-dire ouvriers, au langage usé, vieilli, emprunté à la Révolution française, vieille de près d'un siècle. Tous ces mouvements contradictoires s'écroulèrent ou se divisèrent rapidement, de sorte qu'à la fin des années 1970, beaucoup pensaient qu'il fallait abandonner une fois pour toutes toute référence aux mouvements sociaux parce que nous étions engagés dans un type de société qui ne laissait aucune place à une mise en cause globale et concentrée des principales formes d'organisation sociale. N'est-il pas essentiel de revenir aujourd'hui sur un tel jugement? Ne faut-il pas aller au-delà de l'enthousiasme qu'éveillent en nous la chute des régimes communistes et la libération démocratique des peuples soumis à une domination doublement étrangère? Ne faut-il pas nous interroger aussi sur l'apparition de nouveaux mouvements sociaux et, par voie de conséquence, de nouvelles politiques de réforme dans les pays industrialisés et démocratiques eux-mêmes?

Certains pensent que l'histoire est parvenue à sa fin. On pourrait dire, au contraire, que le fleuve de l'histoire, qui s'était perdu dans les méandres et les marécages du totalitarisme, figé dans la parole de l'État, rentre dans son lit et recommence à couler vers un ou plusieurs avenirs. Car c'est seulement quand une société est capable de débattre de ses choix, de reconnaître la complémentarité entre des orientations culturelles communes à la plupart et des intérêts sociaux clairement opposés les uns aux autres qu'un société est capable d'avoir une histoire. L'histoire, qui a failli s'arrêter à l'Est, risque toujours de s'arrêter aussi à l'Ouest, si on fait du marché un prince aussi absolu qu'un bureau politique, si on croit que c'est la claire connaissance de l'intérêt de chacun qui décide de l'organisation de la société par une cascade de choix rationnels et de compromis politiques. Il faut au contraire redécouvrir l'existence et l'efficacité des acteurs sociaux à l'Est comme à l'Ouest ou au

Sud; il faut donc comprendre comment et dans quelle direction l'histoire, bien loin d'être parvenue à son terme, se remet en marche.

Alain TOURAINE
Centre d'analyse et
d'intervention sociologiques
École des hautes études
en sciences sociales
54, boulevard Raspail
75006 Paris, France

RÉSUMÉ

Cet article vise à faire le point, selon un mode dialectique, sur les mouvements sociaux envisagés tant sur le plan de leur centralité conceptuelle dans l'analyse sociologique que sur le plan de leur capacité à articuler, comme c'était le cas dans la société industrielle, le changement social. L'auteur passe d'abord en revue les trois principales manifestations de l'ébranlement contemporain des mouvements sociaux traditionnels ainsi que de la possibilité même de fonder une analyse sociologique sur la notion de mouvement social. L'auteur fait ensuite place à la contre-thèse, élaborée à partir d'une autre lecture du même matériel historique et sociologique, qui l'amène à envisager la reconstruction, sur un nouveau mode, de mouvements sociaux, corollaires d'une éventuelle reconstruction de l'analyse sociologique.

SUMMARY

This paper sets out to review social movements in a dialectical mode, viewed both on the level of their conceptual centrality in sociological analysis and on that of their capacity to articulate social change, as it has been the case in industrial societies. The author first reviews the three main manifestations of the contemporary weakening of traditional social movements and even of the possibility of basing sociological analysis on the notion of social movements. He then elaborates the counter-thesis, developed from a different reading of the same historical and sociological material, which brings him to consider the reconstruction, in another mode, of social movements, as corollaries of a possible reconstruction of sociological analysis.

RESUMEN

Este artículo trata de recapitular según un modo dialéctico, los movimientos sociales vistos tanto desde el plano de su centralismo conceptual en el análisis sociológico como desde el plano de su capacidad para articular, como era el caso en la sociedad industrial, el cambio social. El autor revisa las tres principales manifestaciones del resquebrajamiento contemporáneo de los movimientos sociales tradicionales de la misma manera que la posibilidad misma de fundar un análisis sociológico en la noción de movimiento social. El autor da en seguida lugar a la tesis contraria, elaborada a partir de otra interpretación del mismo material histórico y sociológico, que lo lleva a vislumbrar la reconstrucción, de una manera diferente, de los movimientos sociales, corolarios de una eventual reconstrucción del análisis sociológico.